

Entretien avec Patrick Boucheron

« L'érudition est une forme savante de l'hospitalité

Patrick Boucheron est écrivain, historien et universitaire spécialiste du Moyen Âge et de la Renaissance, particulièrement en Italie. Depuis 2015, il est professeur au Collège de France. Entretien réalisé par Régis Guyon en novembre 2016.

Régis GUYON. Vous avez présidé l'organisation du colloque de rentrée du Collège de France qui s'intitule cette année « Migrations, réfugiés, exil¹ ». Pourquoi avez-vous ressenti le besoin de proposer ce sujet ?

Patrick BOUCHERON. Le colloque de rentrée du Collège de France est une forme traditionnelle, avec ses exigences et sa tradition. La principale est d'être pluridisciplinaire : il est en effet important de faire parler les différentes spécialités et disciplines, et de mettre la science devant la société – cela correspond au fond au projet d'ensemble du Collège de France : s'adresser à la société, montrer la science en train de se faire. En investissant cette forme traditionnelle par la question des réfugiés, de l'exil et des migrations, l'idée n'était pas de mettre en scène une entrée fracassante de l'actualité dans un lieu vénérable mais bien de traduire sans crainte les questions qui se posent aux scientifiques, dans les termes du débat public. Ce dernier a sa logique et son autonomie, c'est pourquoi le colloque ne

neutralisait pas la question en parlant, par exemple, de mobilité, mais affrontait des expressions comme « crise des réfugiés », ou « crise des migrants », etc. On peut toujours contester les termes du débat public, mais on ne peut pas complètement les révoquer. Tous les mots qui fâchent, les mots qui nous blessent même, ceux dont on a l'impression qu'ils ratent les choses, qu'ils font semblant de désigner les choses qu'ils signifient, tous les mots de la dispute, à un moment ou un autre, il faut les prendre à bras-le-corps, sérieusement, et de manière critique. Il y a autour de nous des thématiques, comme celle de l'identité, qui sont envahissantes. Que l'on soit d'accord ou non, c'est ainsi, et il est peut-être trop tard pour organiser une riposte intellectuelle qui ferait bouger les lignes du débat public. Pour l'instant, on fait avec et on œuvre pour que ces termes ne soient pas mensongers. Le projet de mettre la science devant la société est non seulement celui du Collège de France, mais aussi celui que défend Alain Prochiantz, qui a été élu par les professeurs comme administrateur. Selon lui, le geste de ce colloque de rentrée était aussi un geste d'affirmation de ce que nous voulions faire. Il m'a fait l'amitié et la confiance de présider le comité scientifique chargé d'organiser ce colloque et je l'ai fait dans cet esprit-là. Il s'agit aussi d'affirmer assez vigoureusement que nous croyons à l'intelligence collective – ce qui est en soi un autre acte politique.

La question que nous avons à poser collectivement, au sein du Collège de France, était la suivante : de

1 L'ensemble des communications est disponible sur le site du Collège de France : <http://www.college-de-france.fr/site/colloque-2016/>

quelle France ce Collège est-il le collège ? Est-ce celui de la France qui vient, ou qui risque d'advenir, rétrécie, malheureuse, hargneuse, et surtout inconséquente, nous semble-t-il, dans son rapport à l'histoire ? Nous voulions rappeler l'histoire du Collège, qui est en partie liée avec l'humanisme, c'est-à-dire avec une forme de décloisonnement du savoir, et avec l'idée qu'il est une institution du savoir de l'autre, quel que soit le nom que l'on donne à l'autre. Nous défendons au fond l'idée que l'érudition est une forme savante de l'hospitalité. C'est une manière de faire un lieu à l'autre dans son propre savoir. Dans le même temps, nous voulions éviter le risque du mélange des genres, car il y a toujours danger à faire passer en contrebande, dans des communications savantes, des questions plus actuelles et politiques. Il fallait absolument éviter cela, pour des raisons de déontologie. C'est pourquoi on a imaginé un colloque en deux temps, ce qui est sa véritable originalité : il s'est ouvert avec un débat public, une table ronde avec des acteurs de la société civile et des responsables politiques et associatifs, suivi par des communications d'ordre scientifique. Il ne s'agissait pas de séparer, mais précisément d'articuler deux lieux différents. D'une part, celui du débat public, dans les termes de notre dispute d'aujourd'hui, posée ainsi : la crise des migrants est-elle une crise de l'Europe dont les migrants sont les premières victimes ? Et cette entrée nous permettait une sorte d'élan, ou d'allant, pour passer à l'autre, vers la science...

R. G. Ce second temps proposait des communications de professeurs du Collège, chacun dans sa discipline...

P. B. Effectivement, chacun avec sa science, plus classiquement. Et ceci est très important car l'engagement d'un intellectuel doit d'abord être engagement dans son propre travail intellectuel, et

“

une manière de faire un lieu à l'autre dans son propre savoir

”

pour dire : « Prenons le temps de bien comprendre ce qui se cache derrière le vernis de l'actualité et du débat public. » C'est donc une manière de positionner l'apport de la recherche pour mieux comprendre le monde aujourd'hui. C'est bien l'esprit du colloque ?

P. B. Exactement ! Mais en essayant d'avoir aussi une forme d'intelligence tactique des situations. Je vous donne un exemple : on sait très bien que l'histoire anthropologique de la préhistoire a évolué vers l'idée qu'il n'y a qu'une seule espèce humaine, dont les racines sont en Afrique. La communication de Jean-Jacques Hublin sur les origines d'*Homo sapiens* l'a très bien montré : l'espèce humaine est migrante. Au moment où je reprenais ces éléments dans ma conclusion, cette phrase a été reprise, évidemment hors contexte, sur les réseaux sociaux. Et c'est même l'idée du colloque dans son entier qui a été le plus reprise et partagée. Ce qui est assez intéressant, c'est que le savoir – en l'occurrence ici, une vérité établie de la science préhistorique – a été discuté comme s'il s'agissait d'une opinion, et en particulier par les identitaires, qui pensaient qu'ils pouvaient opposer leur propre opinion à ce qui n'en était pas une, mais bien un fait. C'est d'ailleurs à cet endroit que je me suis fait insulter, alors que je disais une banalité. En revanche, si je réfléchis rétrospectivement au colloque et au sentiment qu'il m'inspire, je suis rassuré et heureux que l'on se soit entendu, que l'on ait, à un moment donné, rassemblé des forces de prévention, qu'il y ait eu une forme de consensus, même s'il a parfois été fragile. Mais ce n'est pas parce que l'on est nombreux, en l'occurrence quelques centaines, à se rassurer dans une opinion raisonnable que le monde autour n'existe plus. Le risque, en somme, est alors de faire le plein d'une minorité.

l'appel au sang-froid était une forme de rigueur.

R. G. C'est finalement un rappel que la science est là pour déconstruire et aussi pour raisonner, pour comprendre, pour calmer les esprits comme vous le dites,

R. G. Il y a, j'imagine, un devoir de modestie ?

P. B. Bien sûr, et voici pourquoi je me garderai bien de postuler une efficacité politique directe du colloque. Je vais prendre un exemple : le démographe François Héran a fait un exposé très clair, reposant sur des données, des courbes, de l'histoire démographique de quatre pays, la France, l'Espagne, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Il s'était posé une question toute simple : la représentation sociale du phénomène de la mobilité est-elle conforme à la réalité de l'évolution du rapport entre ceux qui sont nés Français et ceux qui le deviennent ? Et il a montré par exemple que, autant les courbes de l'accès à la nationalité allemande sont très heurtées, autant la courbe française est incroyablement stable depuis trente ans avec, bon an mal an, 200 000 personnes accédant à la nationalité française, essentiellement du fait du regroupement familial. Plus : il a montré que sur les quarante dernières années, trente années ont connu davantage d'immigration qu'aujourd'hui. L'exposé a déclenché deux réactions : la première consiste à dire que, finalement, nous sommes « entre nous », si j'ose dire, entre personnes qui ne passent pas leur temps à craindre, ou à dénoncer, le « grand remplacement », mais plutôt à craindre et dénoncer ceux qui le professent et qui font en sorte que l'idée s'installe dans l'opinion. Or les faits sont là, et ils sont calmes et têtus ; et la courbe n'est pas excitée comme le discours peut l'être. Peut-on se sentir rassurés ? Pas vraiment. Le plus grave est de prendre la mesure de l'écart entre le discours politique et la réalité des chiffres. On est dans un moment extrêmement paradoxal où on n'a jamais eu autant de moyens de décrypter les inexactitudes des discours, et où pourtant ces discours prospèrent. Nous sommes probablement entrés dans ce que les Américains appellent la « politique

post-vérité » triomphale – mais qu'il vaut là de plus appeler « post-factuelle », car ce qui est en jeu, une fois encore, c'est bien la solidité du fait. Alors, dire que le colloque a été un succès, qu'il a fait du bien à ceux qui y participaient ne me rassure pas vraiment. En réalité, cela me fait mesurer l'écart entre une réalité raisonnable et les discours délirants.

R. G. Vous pointez ici les risques d'un entre-soi, finalement rassurant et assez confortable, mais en porte-à-faux vis-à-vis d'une opinion qui n'a pas du tout les mêmes représentations et qui n'a pas intégré ces vérités-là.

P. B. J'en ai encore eu la confirmation quelques jours après le colloque. Je participais à une réunion publique organisée par le Collège méditerranéen

des libertés, à Toulon, une association fondée en 1995 dans un but clairement militant, à la suite de la victoire du Front national aux élections municipales. Ma conférence s'intitulait « De l'hospitalité ». Je reprenais les courbes calmes de François Héran, en disant : « Vous voyez, il n'y a pas de problèmes, tous les ans, c'est à peu près le

“

le terme « mobilité », actuellement, est un mot neutre des sciences sociales

”

même nombre d'immigrés qui arrivent... » Dans ce public, qui rassemblait des militants d'associations, donc avec une sensibilité globalement antiraciste, la première remarque a été la suivante : « Ce que vous nous racontez est très bien, très clair... Mais vous oubliez une chose : quand une goutte d'eau fait déborder le vase, ce n'est pas parce que ce n'est qu'une goutte d'eau que le vase ne déborde pas. »

R. G. Notre numéro porte sur les mobilités, spatiales et sociales. Selon vous, cette notion est-elle utile pour décrire le monde d'aujourd'hui ?

P. B. Je pense que le terme « mobilité », actuellement, est un mot neutre des sciences sociales, désignant

une des réalités épistémologiques, c'est-à-dire la domination du paradigme circulatoire dans les sciences de l'homme aujourd'hui. J'ai travaillé par exemple en histoire connectée, une branche de la *World History* qui étudie les contacts à l'échelle du monde, dont on peut dire effectivement qu'elle est contemporaine de la domination du paradigme circulatoire dans la recherche historique. Dans nos représentations, et dans le monde savant, on affecte au terme « mobilité » une valeur positive : la mobilité sociale, spontanément, est une mobilité ascendante alors qu'en réalité, on sait bien que ce n'est pas vrai, qu'elle peut aussi massivement affecter ce que Robert Castel appelait la « désaffiliation ». Il faut bien avoir conscience que, lorsqu'on est nanti, ou disons simplement privilégié, du bon côté du rapport de domination, on affecte spontanément, et sans y penser, une valeur positive à la mobilité. Alors qu'elle peut tout aussi bien marcher vers une dégradation. Il faut donc se méfier de ces connotations subreptices car, finalement, le terme « mobilité » est comme un convoi de sens qui contient un « passager clandestin », une valeur positive du métissage, d'une société ouverte, impensée mais mobilisatrice. « Migration », aujourd'hui, est un terme plus âpre, qui dit quelque chose de la réalité du déracinement, de la perte, et que « mobilité » ne dit pas du tout. Il serait nécessaire de ne pas culpabiliser les individus ou les groupes sociaux qui sont de fait exclus de la mobilité, offrir une alternative politique à ceux qui aujourd'hui sont dans une trappe, pour dire les choses brutalement, et qui ressentent inévitablement comme une agression tout discours glorifiant la circulation, le métissage, la mobilité, car précisément, ils ne connaissent de la mobilité que les désaffiliations, la dégradation, etc. Là encore, le souci ne consiste pas à se payer de mots, mais plutôt à dire avec les mots

exacts l'expérience du départ, de la mobilité, de la migration.

R. G. On retrouve finalement ici ce qu'a été, et est encore dans de nombreuses régions du monde, l'exode rural, qui est une forme de déracinement. On quitte son chez-soi pour aller vers l'urbain inconnu, indifférent, et où l'on doit tout reconstruire, recréer des liens dans un contexte social nouveau...

P. B. Vous avez raison de parler d'obligation et de nécessité. Car il y a quand même un moment où l'on est jeté sur les routes, parce qu'on n'a pas d'autre choix. « Exode rural » est une expression robuste, qui demeure pertinente dans notre vocabulaire politique précisément parce qu'au départ, elle n'est pas mensongère, parce qu'elle dit effectivement les raisons du départ, c'est-à-dire l'exode. C'est une expression qui, au départ, n'est pas bien connotée, mais qui va s'imposer dans le langage commun.

R. G. N'oublie-t-on pas aussi que les sociétés européennes ont eu cette circularité, ces mouvements internes, souvent locaux et pas très spectaculaires, mais qui faisaient partie du paysage ordinaire ?

P. B. Moi qui suis médiéviste, on m'a d'abord appris à considérer un Moyen Âge enraciné, un Moyen Âge aux petits horizons, voire immobile. La plupart y étaient manants, au sens propre du terme : ceux qui demeurent là, qui sont attachés à la glaise. Il y avait quelques aventuriers, comme il y en a toujours eu, mais l'ensemble était statique. Or vue d'un peu plus près, au ras du sol, cette société était affectée de mouvements browniens, de circulations qui l'empêchaient de se figer. Mais cette idée est plus récente – elle ne se développe que depuis une vingtaine d'années. Personnellement, j'ai connu une historiographie qui était antithétique, où on nous décrivait des paysans immobiles et des voyageurs au long court, ignorant les petits voyages...

R. G. Par l'absence de traces, d'archives ?

P. B. Exactement. Mais quand on s'intéresse à l'histoire un peu plus modeste et plus récente de l'exode rural, on découvre un tout autre paysage. Dans les *Vies minuscules* de Pierre Michon, on voit

que quitter sa vallée, faire quatre-vingts kilomètres, c'était un sacré voyage. C'est ce genre d'idées qu'il faudrait articuler dans un discours politique. C'est aussi une capacité du récit que l'on doit réarmer en même temps.

R. G. La question des mobilités, des migrations, est évidemment liée à la société de départ, au déracinement. Mais ne doit-elle pas aussi être pensée à l'aune des sociétés d'accueil et de leurs capacités, en termes d'hospitalité ?

P. B. La question de l'hospitalité est effectivement une belle et grave question, car le mot même vibre d'une indétermination : le mot « hôte » veut dire à la fois celui qui accueille et celui qui est accueilli. Comme l'avaient d'ailleurs montré Jacques Derrida et Florence Dupont qui le commentent et le critiquent, il y a une sorte d'indétermination et d'ambivalence *étymologiques* dans l'hospitalité : on peut entendre à la fois *hostis* et *hospes*, donc à la fois l'ennemi, qui inspire l'hostilité, et l'hôte, qui espère l'hospitalité (un hospice, au Moyen Âge, est également un hôtel et un hôpital : il accueille les vieux, les étrangers et les malades). Ainsi, même si l'hospitalité philosophique est une hospitalité sans condition, en réalité, nous avons à organiser l'hospitalité comme un droit. C'est aussi ce que je retiens du débat en ouverture du colloque entre Pascal Brice, directeur de l'OFPPA, qui défendait la politique publique concernant les demandes d'asile, et d'autres intervenants qui pouvaient lui faire remarquer que cette politique publique était insuffisante, en opposant non pas des bons sentiments mais le droit. Dans sa communication, la juriste Danièle Lochak a en particulier rappelé que le droit d'asile est un droit « à demander » l'asile. On peut parler d'hospitalité inconditionnelle mais en réalité, elle n'existe nulle part, dans

aucune société : le droit d'asile n'est pas le droit de recevoir le statut de réfugié, c'est le droit de le demander à l'État qui en décide. Ensuite, la question de savoir comment les institutions organisent cela et comment la pratique administrative contrevient au droit d'asile est sérieuse, mais elle est de l'ordre du politique.

Il ne faut pas oublier que la question des réfugiés est aussi celle de l'urgence et du transitoire. Aujourd'hui, le nombre de réfugiés peut être très spectaculaire, comme sur l'île de Lesbos en Grèce, où ils sont deux fois plus nombreux que la population locale. C'est aussi le cas au Liban, en Jordanie, en Turquie, etc.

“

L'hospitalité inconditionnelle des États n'existe nulle part

”

Les principaux pays d'accueil des réfugiés ne sont donc pas les plus riches, aujourd'hui, sur la carte du Haut-Commissariat aux réfugiés. L'Allemagne est évidemment un pays intéressant pour commencer à mesurer les effets de l'accueil des réfugiés, un an après la décision politique de la chancelière. À Berlin

aujourd'hui, on entend parler l'arabe dans la rue, il y a des affiches bilingues, ce qui n'était pas le cas avant. On n'appelle d'ailleurs pas ces nouvelles populations des réfugiés, mais des exilés, ce qui renvoie toujours au point de départ, mais aussi à l'histoire allemande : il est plus facile de s'identifier à un exilé qu'à un migrant. Il ne s'agit pas d'opposer des principes aux réalités, mais de dire que nos principes de droit ne contreviennent pas au réel. En Allemagne, personne ne dit que tout est facile, mais les Allemands prennent au mot ce qu'a dit Angela Merkel en août 2015 : « On va le faire et, le faisant, on sera différents. » Il est intéressant de considérer qu'un discours politique tenu au plus haut niveau de l'État, clair, ferme et responsable, produit assez rapidement des effets dans la société – c'est d'ailleurs également vrai aujourd'hui dans la Grèce d'Aléxis Tsipras. Cela rappelle ce qu'est une nation : c'est un projet qui se dit au futur.